

L'ÉDITO

Eric Deffet

DE LA MONNAIE À LA MAISON DE QUARTIER

On réalise les économies qu'on peut. Au fédéral, pour assurer l'équilibre des finances publiques, il est question de trouver des sommes importantes du côté des grandes institutions culturelles et scientifiques qui portent loin la réputation de notre petit pays. En Wallonie, pendant ce temps-là, le gouvernement PS-CDH du duo Magnette-Prévot rabote, gratte, lisse et émiette les politiques de tous les départements pour nouer les deux bouts à l'horizon 2018. Cinq millions par ici, une dizaine par là, c'est toujours cela de pris. Avec un peu de chance, ces grignotages de boutique seront indolores pour la population. Et puis qui sait ? Avec une communication bien étudiée, mesurette par

mesurette, l'addition passera comme une lettre à la poste. A ce train-là, ce n'est pas demain la veille que des hordes de travailleurs en furie déferleront sur la capitale wallonne, et c'est bien ainsi, doit-on se dire à l'Elysette où toute perspective de « bain de sang social » est écartée.

Il ne faut toutefois pas s'y tromper. Le plan d'économies imposé à la Wallonie

mérite qu'on s'y intéresse et peut-être même qu'on s'en inquiète. Avec ses airs de ne pas y toucher, il concerne le tissu social de toute une région.

La limitation des aides à l'emploi, même mesurée, imposera à des petites structures de réfléchir au nombre de travailleurs qu'elles occupent. Le moratoire sur les primes logement et la refonte de ces dispositifs feront s'interroger sur

Le plan d'économies de la Wallonie concerne le tissu social de toute une région

leur avenir de nombreuses petites entreprises et des jeunes ménages qui comptaient investir dans une habitation.

Surtout, la diminution généralisée, de 7 ou de 15 % selon les cas, de toutes les subventions régionales aux acteurs de terrain, structures de proximité et ani-

mateurs du monde associatif va droit au cœur de ce qui doit aider la Wallonie à relever la tête, en plus du nécessaire travail sur l'économie et la recherche : la solidarité, la santé, le soutien aux populations en difficulté, la formation...

On ne s'inquiète pas ici pour un opéra ou un grand musée, mais pour une maison de quartier, une école des devoirs, un centre d'animation dans un village ou au centre d'une grande ville. Il ne doit pas y avoir de hiérarchie entre l'ASBL du bout de la rue et La Monnaie. Le gouvernement wallon s'est engagé à éviter toute mesure aveugle. Mais des restrictions, il y en aura pour tout le monde, c'est garanti. Le ministre du Budget, Christophe Lacroix (PS), promet dans ces colonnes « un travail d'horloger » pour éviter les décisions assassines. Disons-le alors à l'horloger : l'heure est grave.